



Comité National 24-03-2012 – rapport introductif

Cher(e)s camarades,

Nous sommes à un mois du 1er tour de l'élection présidentielle et moins de 3 des législatives. Le 6 mai au soir, pas de surprise, le capital aura à nouveau son représentant aux commandes. **Socialiste ou de Droite, la relève est assurée pour poursuivre sa politique. La situation du peuple continuera donc de s'aggraver dans tous les domaines. Seule la lutte pourra faire reculer le capital...**

Nous l'avons dit, cette élection est antidémocratique. Elle enferme le citoyen dans un système qui lui ôte tous ses droits. Elle dessaisit le peuple de son pouvoir de décision. Elle se réduit à une compétition esquivant les problèmes de fond : l'emploi, les salaires, les retraites, la santé, l'enseignement... Quelles réponses aux préoccupations des électeurs ? L'avenir de la France, la croissance, le développement industriel, l'Europe ?... En guise de réponse à ces questions on nous gave de petites phrases et de faux débats. Cet enfermement, ce piège qu'est le régime présidentiel est couplé avec les législatives pour mieux créer une logique de pouvoir. Rappelons que la mise en place de ce couplage est l'oeuvre concrète du socialiste Jospin et de la Gauche Plurielle.

C'est dans ces conditions que notre candidat Christophe Ricerchi a été éliminé de la campagne électorale.

Cette campagne, relayée puissamment par les médias a pour but d'entretenir l'illusion d'un choix possible pour les électeurs. Les candidats poussent même le cynisme jusqu'à parler d'un choix de société. Quel choix ? Quelle société ?

Tous les candidats n'offrent que le capitalisme comme seule société possible. Tous se situent dans sa logique : l'exploitation capitaliste.

Christophe Ricerchi était le seul candidat révolutionnaire, anticapitaliste, le seul à montrer que c'est le capitalisme qui régit notre société, que c'est son existence même qui est au centre de l'austérité imposée au peuple. Le seul à dire que l'opposition capital – travail est irréductible et que pour changer de politique il faut s'attaquer au capital.

Voyons les autres candidats. Où en sont-ils ?

Hollande balaie d'un refus toutes les préoccupations des électeurs (salaires, SMIC, pensions, retraites, ...) mais rassure la finance à Londres tout en prétendant à Paris taxer les plus riches à 75%, une mesure démagogique impossible à mettre en place concrètement qui

ne rapporterait rien.. Autre sujet sur lequel il ne contrarie pas les tenants du capital, la défense ou plutôt la guerre puisqu'il préconise de renforcer le nucléaire militaire (silence des écolos) qu'il considère comme « l'assurance vie de notre pays ». Un curieux terme pour qualifier le surarmement. Il est aussi pour le maintien de la France dans le commandement de l'OTAN. Il est pour les interventions militaires extérieures (il a approuvé la guerre en Libye). Sur les dépenses militaires (39 milliards d'euros en 2011, premier budget du pays) il refuse de faire du budget militaire « une variable d'ajustement du budget de la France ». Ainsi il est prompt à préserver le budget de la guerre mais parle de réalisme et de sacrifices à propos des autres budgets répondant aux besoins de la population (santé, éducation, équipement). Et le candidat de la gauche en rajoute puisqu'il entend donner à « l'Europe de la défense » une nouvelle dimension.

Donc sur la question, là aussi pas de désaccord avec Sarkozy qui lui, préconise « la rationalisation des budgets via la coopération européenne et la mutualisation des moyens et des équipements ». Il a dans ce but « engagé une réflexion avec la grande Bretagne et l'Allemagne ».

Autre exemple d'accord entre les deux concurrents désignés sur l'Europe et la gestion de la crise : le Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Une machine à fabriquer l'austérité disposant de 500 milliards d'euros pour consentir des prêts à un état en difficulté. Bien entendu dans ce cas le MES imposera ses conditions aux états qui eux, feront payer la note aux populations des pays concernés. C'est une mise sous tutelle des nations souveraines. Le PS avait l'occasion de s'opposer à l'assemblée nationale et surtout au Sénat où il est majoritaire à cette machine de guerre du capital pour faire payer la crise au salarié. Il a choisi de s'abstenir sur cette question essentielle. Une abstention qui permet au MES d'entrer en vigueur dès juillet. Une abstention qui est une approbation.

Pour en revenir à Sarkozy, candidat sortant, il présente un bilan où le quotidien des français pèse lourd. D'où une campagne de surenchère, de fuite en avant agitant la peur, la division et dénonçant à tour de bras tout ce qui pose problème ou question : le fabriquer français, l'argent, l'immigration, la délinquance et même l'Europe dont il a été l'un des artisans les plus farouches pendant son mandat. L'Europe où il veut faire oublier qu'en 2007 il a imposé aux français la Constitution européenne qu'ils avaient rejetée en 2005. Comme le dit un cadre de l'UMP « Sarkozy dit oui à la France du non ». Du racolage aussi avec son discours de Villepinte visant les accords de Schengen qui a dû plaire à un électorat sensible aux arguments du FN.

Marine Le Pen crie partout qu'elle veut « traquer la délinquance » Laquelle ? Sûrement pas celle du capitalisme, qui est pourtant une délinquance de taille avec les centaines de milliards que le patronat de l'industrie et de la finance détourne chaque année à son profit. Elle n'a pas un mot pour les condamner, au contraire. Un exemple récent : dans un entretien avec le « Figaro Magazine » du 17 mars, elle

déclare : « je suis la seule à défendre la libre entreprise dans notre pays...Je veux un Etat stratégique qui puisse mener une planification de sa réindustrialisation en accord et en lien avec les chefs d'entreprises. Mais pour cela il faut qu'il y ait des règles du jeu ». Nous connaissons lesquelles. La « délinquance » qu'elle traque c'est celle d'immigrés sans papiers que le patronat exploite avec des salaires de misère, la « délinquance » de ceux et celles qui profitent de services auxquels ils n'auraient pas droit. Non la délinquance n'est pas d'abord là, il s'en faut de beaucoup, de centaines de milliards !

Rappelons les positions de « Communistes » sur l'immigration et l'Europe en cette période électorale. L'immigration est d'abord le fait du capital qui a besoin d'une main d'oeuvre très bon marché, corvéable et permettant la mise en concurrence des travailleurs. Parallèlement c'est aussi une autre forme de pillage de ces pays d'immigration, pillage des ressources humaines qui se vident des jeunes, des plus qualifiés, des plus formés, entraînant la stagnation voire la régression du développement de ces pays. Nous affirmons que ces pays pauvres ne doivent plus être des réservoirs de main d'oeuvre à la disposition du capital qui les maintient dans le sous développement et la misère. C'est dans la lutte commune contre le capital que ces problèmes d'immigration seront résolus. Quelles que soient leurs envolées lyriques sur le racisme et l'immigration, le PS et ses alliés ont pris des décisions et des positions sur les quotas et les flux migratoires qui n'ont rien à envier à la droite. Les discours de principe masquent mal la difficulté de gérer à la fois les affaires du capital et ses dégâts.

La construction de l'Europe capitaliste avec « la libre circulation des capitaux et des hommes » est une autre facilité de l'exploitation des salariés européens et de leur mise en concurrence. Cette Europe qui n'a rien de social est l'oeuvre des gouvernements de gauche et de droite depuis plus de 30 ans.

Il est là aussi utile de rappeler nos positions de fond sur l'Europe. Dans notre brochure qui a maintenant plus de 10 ans nous affirmons que « seuls les peuples pourront imposer par leurs luttes le développement des nations européennes, sur une base qui ne sera plus la recherche des profits mais le progrès social, l'augmentation du niveau de vie, le plein emploi et le développement économique et social, une coopération internationale profitable aux peuples ».

L'Europe qui comptait 16 millions de chômeurs à cette époque en compte aujourd'hui 25 millions. 23% en Espagne, 10% en France, des records ! Et les chiffres du chômage des jeunes sont encore plus accablants. En Europe le taux de chômage des moins de 25 ans s'élève à 22,4%. et cette tendance devrait s'aggraver.

Pour autant les dirigeants de l'Euro Groupe, le président de la BCE (Banque Centrale Européenne) ont été très clairs : pas question de remettre en cause l'austérité, une austérité qu'ils jugent indispensable pour disent-il, sortir de la crise.

La commission de Bruxelles prévoit en 2012 une récession de - 0,3% du PIB de la zone euro. La France se maintiendrait à + 0,4% de croissance. Un chiffre que nous allons payer très cher avec les plans

de rigueur mis en œuvre et qui accéléreront encore cette récession. Le chef de file des ministres des finances de la zone euro Jean Claude Juncker a reconnu dimanche dans un quotidien grec que la zone euro avait trop insisté sur l'assainissement des finances publiques en Grèce sans donner de solution alternative.

L'OCDE (Organisation du Commerce et Développement Economique), experte en austérité, donne des bons points à la France pour avoir depuis 2007 réformé les retraites, accordé l'autonomie des universités, supprimé la taxe professionnelle etc... Bref une politique répondant aux besoins du capital ! Mais toujours d'après l'OCDE la France doit faire encore des efforts avec son coût des licenciements encore trop élevé, avec des salariés en CDI encore trop protégés et le manque « d'incitations au travail » des sans emploi... Avec les charges fiscales sur le travail trop élevées etc...

Bien sûr l'application de ces recommandations ne figure dans aucun programme des candidats. Electoralement, la promesse de l'austérité aggravée, ça ne paie pas. Mais les deux prétendants désignés sont tous les deux prêts, en bons serviteurs du capital, à mettre en œuvre ces mesures pour une raison toute simple, le capitalisme en crise doit aller encore plus loin et plus vite, en nous la faisant payer. La période électorale est un court répit, et on peut considérer que la position de l'OCDE est une feuille de route pour le futur président et son gouvernement.

Pas d'illusion ! L'austérité subie par les autres pays européens la Grèce, l'Espagne, l'Italie et les autres va s'appliquer chez nous au lendemain des élections. **Nous en subirons les conséquences dès la rentrée. Le mécontentement va se développer. Les militants de « Communistes » vont donc avoir un rôle à jouer partout dans le développement des luttes, d'autant plus que les centrales syndicales les freinent. La CFDT comme toujours est en pointe pour s'opposer à toute action d'envergure et pour organiser la collaboration de classe. Ainsi il y a 15 jours la CFDT, l'UNSA, la Mutualité Française, ATD Quart-Monde, ATTAC, la Ligue de l'Enseignement etc... se sont retrouvées et ont produit « un manifeste pour un pacte social ». Ce sont surtout des règles de bonne conduite à l'égard de Hollande en cas d'élection de ce dernier que ces organisations se fixent. C'est l'assurance à son égard qu'elles ne troubleront pas le jeu et qu'elles s'évertueront à maintenir le calme social.**

Quant à y réussir, c'est une autre affaire, les syndicats face à une situation encore aggravée auront du mal à contenir le mécontentement déjà fort des salariés !

Ce pacte « social » est un morceau d'anthologie de la collaboration de classe. Quelques extraits : il s'agit de promouvoir une société où « cohésion sociale et compétitivité doivent pouvoir s'articuler harmonieusement », une société qui doit assurer « la réduction des déficits publics en préservant la cohésion sociale ». La seule différence avec le MEDEF de Mme Parisot est le choix des mots et le fait qu'elle assume clairement son choix du capitalisme. Ce pacte est une opération visant à installer la forme actuelle de l'association

capital- travail, voulant faire oublier que les intérêts du capital et du travail sont antagoniques, que c'est le fondement même de la lutte des classes.

En Europe les plans de rigueur pris contre les populations ont entraîné des réactions sans précédent. **Dans ces pays les gouvernements de droite comme de gauche ont mis en œuvre cette politique pour résoudre la crise du capital. Ils n'hésitent pas à répondre par la répression aux exigences des populations. Ils n'hésitent pas à entraîner leur pays vers la régression, son appauvrissement, avec les conséquences sociales et économiques qui en découlent. De telles situations ne supportent aucun compromis, aucune paix sociale.**

Les luttes sont la seule réponse comme les manifestations en Grande Bretagne, Belgique, en Grèce bien sûr, au Portugal en Espagne (le dimanche 11 mars près d'1,5 millions de manifestants ont défilé), en Estonie et même en Israël. Ce n'est pas fini, le Portugal le 22 mars était en grève générale contre l'austérité et la casse des services publics et le 29 mars c'est l'Espagne qui verra une journée identique, un appel à la grève générale est lancé en Italie. Ces démonstrations de masse auxquelles on n'avait pas assisté depuis parfois plus de 10 ans dans certains de ces pays sont la preuve que malgré l'idéologie dominante les peuples ne sont pas prêts à tout accepter. D'ailleurs la crainte de mouvements sociaux de grande ampleur est bien réelle chez les tenants du pouvoir et du capital.

Non les choses ne changeront pas le 7 mai au matin. Ceux qui souffrent dans cette société et ils sont de plus en plus nombreux le savent, et bien au delà des 8,5 millions de pauvres recensés dans notre pays. Lorsque 73% des gens déclarent que les candidats ne parlent pas de leurs problèmes ils n'ont aucune illusion, aucune perspective. La seule perspective évoquée par Sarkozy, Hollande et les autres c'est celle du renoncement, des sacrifices nécessaires. Mais quels sacrifices pour les 100.000 locataires qui depuis le 15 mars risquent l'expulsion de leur logement ? Pour le smicard à moins de 1000 euros par mois ? Pour ces millions de travailleurs à la recherche d'un emploi ? Pour les jeunes qui s'entassent dans les stages parking et les CDD ? Où encore les retraités (es) dont la pension atteint difficilement 600 euros par mois ? Et des sacrifices au profit de qui ? D'ailleurs ces appels à l'union nationale, à la cohésion sociale pour lutter contre la crise sont de plus en plus mal entendus. La preuve, les luttes des salariés sont plus nombreuses qu'on ne le voit ou l'entend. La plupart de ces luttes portent sur l'emploi, les conditions de travail, les privatisations et surtout sur les salaires, ce qui est significatif en cette période. Tous les secteurs de l'économie, toutes les régions sont touchés. Dans des entreprises de toute taille : la chimie, la sidérurgie, l'automobile, la papeterie, l'énergie, l'horticulture, le commerce, le textile les services bancaires, les assurances, les éboueurs, l'éducation nationale, les télécoms, l'INSEE, la poste le 15 mars, les hôpitaux... La liste n'est pas complète mais les médias et les confédérations syndicales ne s'empressent pas pour populariser ces luttes. (voir notre site).

« Communistes » existe pour développer la lutte des classes, contre ceux qui la nient et veulent la faire oublier en l'étouffant quand elle s'exprime. Et justement le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle s'exprime plus fort depuis quelque temps.

Notre candidat Christophe Ricerchi a été le seul à porter des exigences claires à la hauteur des besoins **qui s'expriment dans les luttes et lors des rencontres quand il affirme que :**

le SMIC peut être porté à 1800 euros nets

que les salaires pensions et indemnités peuvent être augmentés

le déficit de la Sécurité Sociale peut être comblé pour assurer le droit à la santé de tous

qu'il faut revenir à la retraite à 60 ans après 37,5 années de cotisation

qu'il faut construire 600 000 logements

développer un grand service public de l'enseignement et de la recherche

développer une politique industrielle et de l'emploi par la nationalisation des secteurs clés de l'industrie, de la finance et du commerce.

Pour cela les moyens sont nécessaires et ils existent. **Il faut s'attaquer au capital à ses profits, aux cadeaux fiscaux qui lui sont consentis et qui représentent au bas mot 416 milliards d'euros, sans compter les dépenses militaires et la spéculation. Des sommes faramineuses pour répondre aux besoins de la population. Elles sont spoliées au profit de quelques uns. On peut nous répondre utopie et idéalisme, mais la réalité est là. Les seuls groupes du CAC 40 affichent un niveau record de trésorerie soit un chiffre d'affaires de 1318 milliards d'euros (+ 5,2%). Des profits de 73,5 milliards d'euros. Où est la crise ? En tout cas on sait où est l'argent !**

Ces résultats sont « bons » et considérés comme tels par des spécialistes qui s'expriment dans « Le Monde ». Ils notent entre autres que la plupart des grands groupes ont obtenu ces résultats en délocalisant en Chine, au Brésil ou au Maroc comme Renault ou comme, autre exemple, la société de services informatiques Capgemini dont 38% des salariés sont désormais indiens. Une société dont les profits s'élèvent à 404 millions d'euros (+ 44% sur 2010). De tels profits réalisés à l'étranger laissent sceptiques les dits spécialistes sur la volonté politique tant claironnée des candidats à la présidentielle de soutenir le « made in France ».

La conséquence de cette course aux profits pour les salariés français ce sont les fermetures d'entreprises et le déclin de nos industries voire leur disparition. Les chiffres cités dans le dernier rapport du Comité National étaient éloquentes. Pour rappel, un seul exemple illustre bien la situation. Depuis 3 ans chaque année 100 000 emplois disparaissent. Le chômage de masse est installé, augmentant chaque mois pour atteindre les 10%. Tous les secteurs de l'économie sont touchés. Et avec les mesures de réduction des budgets de l'état et leurs conséquences dans les effectifs des services publics la vie quotidienne des français est gravement affectée :

l'éducation nationale où sont concrètement annoncées en ce moment les fermetures de classe et d'écoles.

la santé où par exemple à Paris les malades sont priés d'amener draps ou sacs de couchage en cas d'hospitalisation d'urgence (bonjour le forfait hospitalier de 18 euros par jour). Toujours à propos de la santé 75% des français estiment que ce sujet n'est pas pris en compte par les candidats, 57% souhaitent que cela devienne une question prioritaire (sondage Harris)

les transports avec la dégradation du service de la SNCF. La privatisation rampante de l'entreprise nationale va d'ailleurs s'accélérer

la poste devenue banque et dont les bureaux desservant les petites localités deviennent aussi rares que les médecins dans les campagnes.

Les candidats qui ne veulent pas changer le système esquivent les vraies questions évoquées plus haut et dans un climat social qui s'alourdit :

Nous avons déjà parlé de M Le Pen dont la démagogie racoleuse prétend apporter des réponses. Elle demeure à un niveau élevé dans les sondages. Elle reste un des 3 fers au feu du capitalisme

Mélenchon, lui, selon est évalué à 14% (BVA) et devient le seul qui ratisse large à la gauche du PS, car le NPA de Poutou et LO d'Arthaud n'ont plus grande utilité au moins pour le moment. Le candidat du Front de Gauche occupe de plus en plus un espace laissé libre par le PCF et il est rejoint par les déçus temporaires du PS et des mouvances de gauche. Cette opération de captation des électeurs trouvera sa finalité le soir du 1er tour quand Mélenchon appellera à voter Hollande. Il l'a déclaré à plusieurs reprises. Ainsi : « par sa dynamique, son ambition et ses propositions le Front de Gauche fait la preuve qu'il est la condition et la garantie de la victoire de la gauche en 2012 ». Son programme intitulé « l'humain d'abord » laisse la part belle à toutes les interprétations. Fait d'intentions imprécises et d'un amoncellement de slogans tels « la France rebelle, enflammons le débat », ou un appel à la 6ème république. Le tout ne fera pas vaciller le système capitaliste auquel il ne s'attaque pas. Dimanche à Paris, il s'est bien gardé de parler de l'augmentation du SMIC et des salaires, de revenir sur la retraite à 60 ans, d'imposer le patronat comme il serait indispensable de le faire. Reste que le rassemblement de dimanche est l'expression d'un fort mécontentement. Même démagogique la campagne de Mélenchon ne laisse pas indifférent une partie l'électorat populaire.

Quant aux verts et à Eva Joly là aussi l'utilisation médiatique des écolos semble (pour le moment) passée de mode. Après Cohn-Bendit c'est Mamère qui propose le retrait pur et simple d'Eva Joly pour voter Hollande dès le 1er tour. Ça a au moins le mérite de la clarté sur le rôle des écologistes depuis des années.

Rapidement les autres candidats de droite, déçus ministériels ont sagement rejoint Sarkozy. Méhaignerie pour sa part a appelé Bayrou « à la raison », lequel Bayrou s'emploie à capter une partie de

l'électorat de Sarkozy. Partie difficile !

Je ne reviens pas sur Sarkozy et Hollande dont j'ai parlé au début, si ce n'est pour évoquer la rencontre de 3 candidats Bayrou Hollande et Sarkozy avec des patrons réunis par l'Association Française des entreprises privées (AFEP). Les 3 candidats auditionnés sont d'accord sur l'impératif « de rétablir l'équilibre des finances publiques ». En fait tout est dit ! Après, on tombe dans l'anecdote avec Sarkozy qui dit avoir « découvert qu'une entreprise sur deux du CAC 40 ne payait pas d'impôt sur les sociétés » et qu'il exigera d'elles « un effort minimal à payer au trésor public ». Le minimal allait de soi !

Un bref aperçu sur la conception de l'avenir de l'industrie dans notre pays par les candidats. L'exemple du site de Florange est significatif. Les salariés d'Arcelor-Mittal se battent contre la fermeture. Beaucoup de candidats ont défilé. Sans surprise aucun n'a proposé la nationalisation de la sidérurgie comme solution. Aucune des solutions avancées ne remet en cause la propriété de l'outil de travail. Hollande propose « d'obliger un groupe envisageant la fermeture d'un site à le céder quand une offre de reprise est jugée pertinente ». Sarkozy voudrait que « l'état décide d'investir pour donner du travail, pour moderniser ». Mittal s'en frotte les mains ! Quant à Mélenchon, il veut une loi de préemption permettant aux salariés d'être prioritaires pour reprendre leur entreprise sous forme de coopérative. Une priorité surtout pour ceux qui rêvent de l'association capital travail.

Sur la situation internationale l'analyse que nous faisons depuis plusieurs mois du risque de guerre ne cesse de se confirmer. L'accentuation de la crise du capital amplifie ce risque. La concurrence entre les impérialismes s'aiguise avec la recherche et l'exploitation des matières premières, la conquête des marchés, la recherche des profits maximum par l'exploitation des travailleurs et les implantations régionales et stratégiques.

Après le pétrole, l'uranium et autres minerais ce sont aujourd'hui les terres rares qui deviennent l'enjeu d'une compétition qui s'annonce féroce. Ces minerais (ils sont 17) sont devenus indispensables à la fabrication d'objets issus des nouvelles technologies (téléphones portables écrans plats, voitures...). La Chine contrôle 95% des terres rares connues où sont présents ces minerais. Elle a depuis 20 ans développé leur exploitation. Aujourd'hui elle a un quasi monopole et les prix flambent. La tension ne cesse de monter, pour l'instant réduite à des prises de position et des menaces économiques.

La conséquence logique de cette tension croissante entre les appétits des puissances militaires et économiques est une course aux armements qui repart de plus belle si tant est qu'elle se soit ralentie. 1120 milliards d'euros de dépenses militaires en 2010, 13 fois l'aide globale au développement. Et la crise ne freine pas les dépenses d'armement dans tous les pays, au contraire. Dans le même temps 2 milliards d'êtres humains souffrent du manque d'eau et 1 milliard de la faim.

Notre planète vit tous les dangers et les impérialismes concurrents sont prêts à s'affronter pour maintenir et accroître leur domination

respective. Le sort des peuples ne pèse pas lourd face à cette voracité.

Deux décennies en arrière on désignait l'URSS comme étant le risque pour la paix avec l'équilibre de la terreur, la guerre froide etc... Aujourd'hui que l'URSS a disparu, le risque de guerre n'a jamais été aussi grand.

Ainsi le Moyen Orient est une source grandissante de conflit avec la politique hégémonique d'Israël et de son allié les USA qui ont l'objectif d'occuper tout le Grand Moyen Orient du Maghreb à l'Iran. Sans trop s'étendre (car nous nous exprimons fréquemment sur le sujet) après le coup de force contre la Libye c'est à la Syrie que s'attaquent les « occidentaux ». La France n'est pas en reste. Même stratégie mise en place pour provoquer la chute de El Assad qui affaiblirait l'Iran qui lui même deviendrait une proie pour les USA et Israël. La rencontre Netanyahu- Obama début mars confirme cette volonté. Obama déclarant « envisager toutes les options face à l'Iran ». Les positionnements politiques, militaires s'accroissent avec l'éventualité d'un affrontement de plus en plus évoqué. Les protagonistes ne s'embarrassant plus ou si peu de prétextes car les enjeux sont considérables et les causes de conflits se multiplient.

Après les assassinats de Toulouse et Montauban, tous solidaires ? Non jamais !

Les crimes horribles qui ont été commis contre des enfants et un professeur dans une école juive de Toulouse et contre des militaires français à Montauban et Toulouse sont inqualifiables. Nous adressons nos plus sincères condoléances à leur famille. Ces lâches assassinats qui viennent d'être perpétrés en France, ne sont pas sans liens, directs même dans le cas précis, avec ce qui se passe au Moyen-Orient. Nous sommes tous solidaires vient de déclarer Sarkozy. Non Monsieur nous ne serons jamais solidaires, ni de vous, ni de tous ceux qui soutiennent votre politique. Tant que la France officielle que vous représentez aujourd'hui, participera à des interventions impérialistes contre les peuples, tant qu'elle refusera d'intervenir de tout son poids pour le droit à l'indépendance de la Palestine et la paix dans cette région, elle figurera à juste titre du côté des agresseurs avec tous les dangers que cela comporte pour sa sécurité.

L'exemple du Grand Nord est peu connu du grand public mais le réchauffement climatique est de plus en plus, là encore, source de conflit. Il a des conséquences qui dépassent l'écologie. Le Grand Nord dispose en effet de ressources pétrolières et gazières qui deviennent plus facilement accessibles. Toujours avec la fonte des glaces ce sont aussi de nouvelles routes maritimes qui vont s'ouvrir et raccourcir le parcours de navires. Conséquences, les experts militaires parlent de « réchauffement armé ». Ces nouvelles routes et nouvelles richesses ouvrent bien entendu l'appétit du capital. Les pays de cette région du monde, les USA, la Russie, le Canada, la Norvège, le Danemark sont des prétendants à la possession de ces richesses. Tout un symbole, en 2007, la Russie a déposé un drapeau métallique à 4500m de fond !

Une course mondiale aux armements est donc engagée. Le bouclier

antimissiles des USA fait partie de cet arsenal. De même que de nouvelles générations de sous marins lanceurs d'engins spécifiques sont en train de naître. Tout laisse penser que la Chine et l'Europe ne restent pas les bras croisés !

J'en arrive à « Communistes », à notre campagne électorale

Notre particularité est que nous sommes les seuls à pouvoir répondre à la question : comment sortir de la situation actuelle, comment changer de politique. Nous sommes les seuls à donner une perspective, la seule qui vaille car nous appelons à la lutte anticapitaliste qui est le seul moyen pour imposer des reculs au capital, pour le battre et imposer une politique de progrès économique et social. Si tout le monde ne nous entend pas aujourd'hui, loin de là, nous constatons aussi depuis le début de la campagne, que quand nos analyses, nos solutions, notre combat sont connus, de nombreux travailleurs, des jeunes, les approuvent, des milliers d'entre eux s'y intéressent.

Nous constatons qu'il y a de la place pour les idées révolutionnaires de lutte de classe... Elles grandiront car le mécontentement restera après les élections, il s'élargira et s'exprimera de plus en plus à la rentrée.

Je l'ai dit, Christophe ne peut plus être candidat, je ne reviens pas sur les raisons, en soulignant quand même le black-out total dans les médias.

Dès sa désignation par le CN la candidature de Christophe a créé une dynamique importante de mobilisation, partout dans les départements. **Des dizaines de milliers de tracts ont été distribués dans les entreprises, sur les marchés, dans les quartiers populaires. Des points de rencontres, des réunions ont été organisées. Notre site et notre hebdo, notre journal, les vidéos qui ont diffusé les propositions de nos candidats dans des domaines essentiels, nos analyses sur la situation, les événements, les programmes des autres candidats, ont été largement consultés et diffusés.**

Les visites par milliers d'internautes, via les moteurs de recherche comme Google ont confirmé un intérêt réel pour le candidat de « Communistes ». Si elles montrent des commentaires de gens qui nous désapprouvent, elles montrent avant tout qu'un grand nombre d'internautes qui expriment leur confiance à notre parti, soutiennent nos idées, notre combat anticapitaliste ;

Le bilan de la tournée de Christophe dans plusieurs départements (dont le compte rendu est sur notre site) a été très positif. Des dizaines de milliers de tracts distribués pour préparer sa venue, des articles dans la presse, des interviews dans les radios locales et les télévisions régionales, plusieurs dizaines d'initiatives sur le terrain avec des dizaines de camarades, des rencontres avec des sympathisants, des salariés avec de riches débats.

les camarades ont beaucoup apprécié la façon dont Christophe présentait notre parti, notre politique, ses arguments, précisait nos positions et répondait aux nombreuses interrogations... Dire que nous

sommes les seuls à combattre le capitalisme ne suffit pas, il faut expliquer et faire de la politique.

Aux nombreuses questions posées : comment enrayer cette politique ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour que le vote soit utile ? Et l'Europe quelle est votre position ? Que va-t-il se passer ? Comment Communistes peut faire pour que ça change ? Christophe a répondu à chaque fois avec le maximum d'arguments.

Je pense donc traduire le sentiment de tous en disant que Christophe a grandement contribué à la qualité de notre campagne.

Des adhésions ont été faites, 3 dans le Calvados, 1 dans les Alpes Maritimes, 1 en Savoie... , des contacts ont été pris dans tous les départements.

Nous allons continuer la campagne présidentielle jusqu'au 6 mai. Nous allons continuer à faire la clarté sur la situation, sur les moyens d'en sortir, sur les luttes.

Nous continuerons à montrer à partir des faits, qu'il n'y a rien à attendre de bon du côté des candidats, Hollande, Sarkozy, M. Le Pen etc... et qu'il ne faut voter pour aucun d'eux ni au 1^{er} ni au second tour. Nous exprimerons au lendemain du 1^{er} tour.

Nous appelons à un vote de lutte. Nous éditons pour cela un bulletin de vote pour le 1^{er} et le second tour. Il sera sur notre site et pourra être reproduit et dans notre journal début avril.

En ce qui concerne les élections législatives des 10 et 17 juin nous aurons effectivement des candidats. Nous le savons notre score ne laisse pas indifférent, on nous observe. Nous avons une grande campagne à mener. Ce que nous avons initié avec Christophe nous pouvons le multiplier dans tous les départements où nous aurons des candidats. Prétendre comme les autres faire l'économie des luttes, avancer de fausses solutions, réduire ses prétentions à battre un concurrent c'est facile. Ce n'est pas notre politique, nous avons créé « Communistes », parti révolutionnaire pour offrir une perspective à notre peuple balayant le capital. C'est le sens de la campagne que nous allons mener. Nous développons une politique claire, ambitieuse pour l'avenir dans la perspective du socialisme. Nous avons fait la démonstration de notre capacité à apporter des réponses aux problèmes et aux difficultés.

Nous avons publié une première liste de candidats. Là où ce n'est pas encore fait, il faut les désigner le plus rapidement possible.

Il nous faut poser très fortement la question des moyens financiers à tous, sympathisants, proches, collègues de travail. C'est uniquement grâce à leurs versements que nous pourrons financer l'ampleur de la campagne. Nous nous adressons aux travailleurs qui ne sont pas à l'aise financièrement. Nous recevons des versements de 10, 20, 30 euros. Certains amis qui le peuvent nous font des versements plus importants. Nous leur disons mille mercis, c'est précieux, c'est grâce à elles et à eux que nous développerons notre lutte. Mais pour faire face il est donc nécessaire d'élargir la liste de ceux et celles à qui nous nous adressons. C'est une tâche essentielle pour tous les militants de notre parti.

Ces derniers mois, nous avons noués des liens avec les salariés dans de nombreuses entreprises. **Nous côtoyons des salariés, des jeunes, des retraités qui nous font confiance et qui partagent tout ou partie de nos idées. C'est en discutant avec eux de leurs préoccupations que nous pouvons leur poser le problème du renforcement de notre parti et de leur implication plus directe à notre combat pour sortir de cette situation d'alternance sans lendemain depuis 30 ans. Ils nous disent combien ils sont satisfaits qu'un parti tel que le nôtre existe, ils nous disent qu'ils comptent sur nous, ils apprécient notre soutien à leurs luttes. Disons-leur que nous aussi avons besoin d'eux pour faire grandir notre capacité, à développer la lutte pour le changement, à faire progresser les idées révolutionnaires.** Disons-leur qu'ils ont toute leur place dans notre parti.

Mettons à profit cette période électorale pour faire avancer nos idées et les objectifs que nous nous sommes fixés lors de notre dernier congrès : élargir notre travail de propagande, renforcer notre parti et développer une intense bataille financière.

www.sitecommunistes.org